

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 02 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **02 juin à 18 heures 00**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 27 juin 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mme SERRE, M. TESTA, Mmes BAUMEL, LEPAGE, MM. ROCH, BEAUJOIN, MAUPOIX, TRIOLET, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : M. TINDILLIÈRE, Mmes PARIS, GOUILLY, COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mmes CHEMINI, MUNSTER, MM. DUCHÊNE, ERRE.

Absente : Mme GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à M. GREENHALGH ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. MIRGODIN ;
- ✓ M. DUCHÊNE donne pouvoir à M. TRIOLET ;

Secrétaire de séance : Monsieur Pascal GREENHALGH.

- N°50 -

MARCHÉS PUBLICS

AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE À SIGNER UN AVENANT

Rapporteur : Monsieur Pascal GREENHALGH

**Avenant n°1 Ajout de prix nouveaux – Services de Télécommunications/Lot 3
« Interconnexion des sites et accès internet - Trunk SIP » (marché n°2023/014)**

La société LINKT (67960 ENTZHEIM) est titulaire de l'accord-cadre à bons de commande relatif aux services de télécommunications - Lot 3/ Interconnexion des sites et accès internet - pour un montant maximal de 187.500,00 € H.T. pour la période 1 (allant de 2023 à 2026) et de 62.500,00 € H.T. pour la période 2 (allant de 2026 à 2027).

Dans le cadre de l'évolution des usages numériques et des besoins croissants en connectivité au sein des services, il apparaît nécessaire d'adapter les prestations prévues initialement dans le marché de télécommunications en cours.

En effet, la liaison radio (antenne hertzienne), technologie utilisée jusqu'alors pour connecter certains sites distants, comme plus particulièrement les services techniques, est devenue obsolète. Bien qu'efficace à son époque, elle présente aujourd'hui des limites importantes : débit insuffisant, stabilité aléatoire, difficultés de maintenance avec un matériel vieillissant et des pièces parfois non disponibles.

Le remplacement de ces liaisons radio par des abonnements fibre optique permet une fiabilisation des connexions inter-sites, une hausse significative des débits et une compatibilité avec les évolutions structurelles (téléphonie sur IP, visioconférences, hébergement cloud ...).

De même, le débit initialement prévu (200 Mbps) pour l'hôtel de ville notamment s'avère désormais insuffisant pour absorber le volume des usages actuels, notamment en période de charge (visioconférences simultanées, sauvegarde cloud, interconnexions de sites, téléphonie IP qui va progressivement remplacer la téléphonie RTC).

Le passage à 500 Mbps permettra d'assurer une qualité de service optimale, d'éviter les ralentissements et d'anticiper la montée en charge future.

C'est pourquoi, pour répondre à ces nouveaux besoins, cet avenant vise à ajouter les prix suivants au bordereau des prix unitaires :

- « VPN Ethernet Fibre 20 M »
- Frais de mise en service « VPN Ethernet Fibre 20 M »
- « VPN Ethernet Fibre 50 M »
- Frais de mise en service « VPN Ethernet Fibre 50 M »
- « Multiservices Fibre 500 M_ Multi VRF»
- Frais de mise en service « Multiservices Fibre 500 M_ Multi VRF»

Conformément à la jurisprudence de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (C.A.D.A), les éléments reflétant la stratégie commerciale d'une entreprise opérant dans un secteur d'activité et dont la divulgation est susceptible de porter atteinte au secret commercial, notamment les bordereaux de prix unitaires, ne sont pas communicables.

Ainsi, les prix inscrits dans le bordereau des prix unitaires portant sur les prix nouveaux sus-nommés, ne sont pas reportés sur la présente délibération.

Le présent avenant ne modifie pas l'objet du marché qui reste dans sa destination première et il ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-21 et L.1414-4,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2194-1 2° et R.2194-2,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal

Vu l'avis favorable de la commission finances,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver l'avenant à conclure avec la société LINKT ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cet avenant ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire ;

3°/ dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 et suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance,

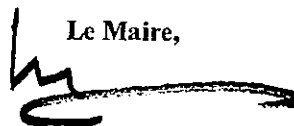


Pascal GREENHALGH



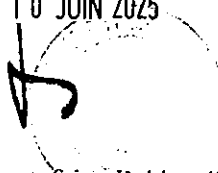
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,



Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 6 JUIN 2025
et de la publication le - 10 JUIN 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.